



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction Générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'AFRIQUE DE L'EST ET DE L'OCEAN INDIEN

UNE PUBLICATION DES SERVICES ÉCONOMIQUES DE L'AEOI

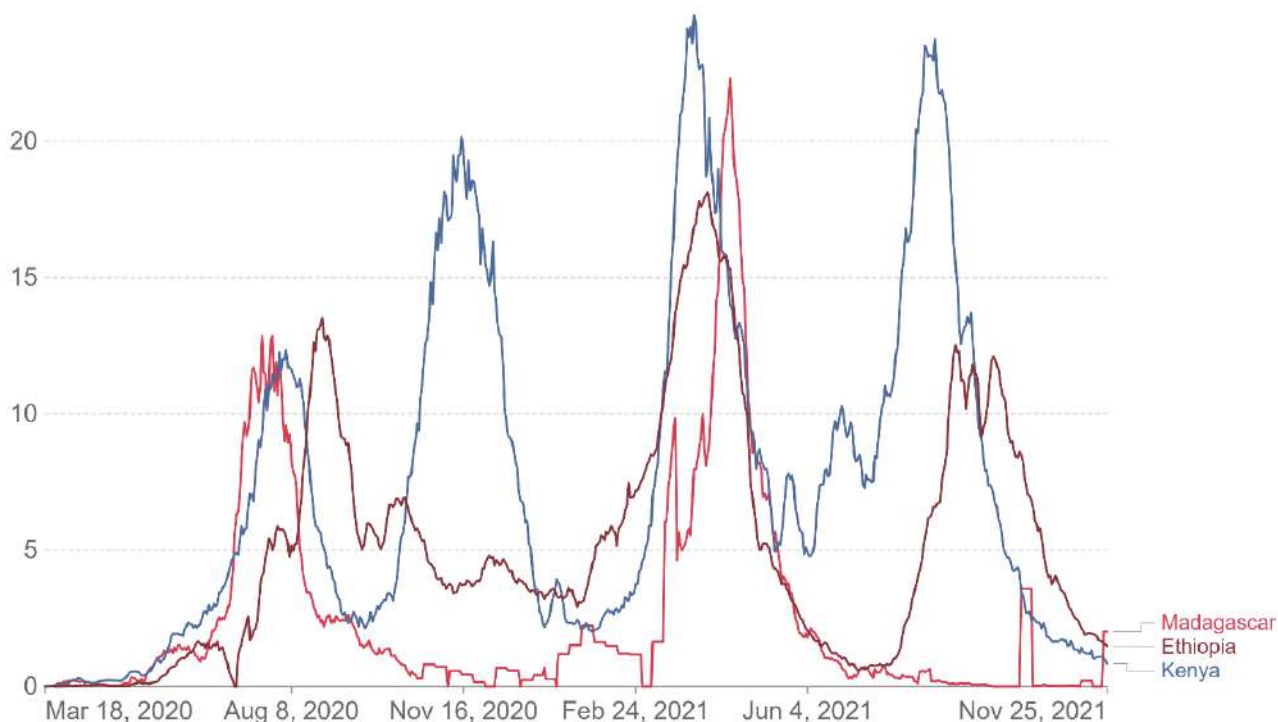
23 novembre 2021

Evolution de la situation sanitaire

Daily new confirmed COVID-19 cases per million people

7-day rolling average. Due to limited testing, the number of confirmed cases is lower than the true number of infections.

Our World
in Data



Source: Johns Hopkins University CSSE COVID-19 Data

CC BY

🍷 Burundi

Soutien de la France à la lutte contre la malnutrition

Dans le cadre de la coopération que mène la France au Burundi, l'ambassadeur de France au Burundi, Jérémie Blin, a formulé sa détermination à aider le secteur agro-alimentaire dans le cadre de la lutte contre la malnutrition. Cette volonté se concrétise par le soutien de la France au projet « Promotion de la contribution des PME agro-alimentaires à la lutte contre la malnutrition au Burundi ». Ce dernier, financé à hauteur de 825 000 EUR vise à sensibiliser 25 000 personnes à la lutte contre la malnutrition et à favoriser l'arrivée sur le marché de produits alimentaires innovants. À ce jour, 9 entreprises sont bénéficiaires du projet qui s'étendra jusqu'en mars 2023 dans 7 provinces du pays.

🍷 Comores

Pas de brève cette semaine.

🍷 Djibouti

Pas de brève cette semaine.

🍷 Erythrée

Pas de brève cette semaine.

🍷 Ethiopie

1,8 Md USD de dettes extérieures remboursées au cours du dernier exercice fiscal

Le gouvernement fédéral a remboursé 1,8 Md USD de dettes extérieures (service de la dette) sur l'année fiscale 2020/21, selon le nouveau rapport sur la dette du ministère des Finances. Sur un total de dette externe de 29,5 Mds USD à fin juin 2021, 50,7 % sont détenus par des créanciers multilatéraux, 29,0 % par des créanciers bilatéraux et 20,3 % par des créanciers privés. L'Association internationale pour le développement (AID) demeure le principal créancier du pays (38 % de l'ensemble de l'encours de la dette extérieure), suivie par l'*African Development Finance* et la BAD (7,7 %). La Chine (CDB, *Exim-Bank of China*, ICBC et le gouvernement chinois) représente 75 % du total de dette bilatérale et 22 % de la dette extérieure totale du secteur public, ce qui en fait le deuxième créancier extérieur après l'AID. La dette envers les créanciers du Club de Paris s'élevait à 921,28 M USD (soit environ 10,8 % de la dette détenue par des créanciers bilatéraux), incluant des prêts de l'Italie, de la France, de la Corée du Sud et du Japon.

Premiers règlements d'arriérés d'entreprises publiques éthiopiennes

La *Liability & Asset Management Corporation* (LAMC), société publique établie pour absorber la dette des entreprises publiques, a réglé 34,1 Mds ETB d'arriérés d'entreprises publiques. Parmi elles, l'ancienne *Metals & Engineering Corporation* (MetEC) (renommée *Ethio-Engineering Group* (EEG) - l'*Ethiopian Electric Utility* et la *Chemical Industry Corporation*. La

LAMC a signé un accord avec la Banque commerciale d'Éthiopie (CBE), en août 2021 pour régler les dettes de six entreprises publiques atteignant 780 Mds ETB, soit 28 % du PIB. Créée début 2021 avec un capital de 570 Mds ETB, la LAMC opère sous les auspices du ministère des Finances et a bénéficié du produit de la privatisation (850 MUSD payés par le consortium dirigé par *Safaricom* redirigés vers la LAMC) et les dividendes perçus par les entreprises publiques. Au cours du premier trimestre de l'exercice 2020/21, La CBE, *Ethio telecom* et *l'Ethiopian Shipping & Logistics Services Enterprise* ont enregistré des bénéfices nets de 6,8 Mds ETB, 5,93 Mds ETB et 1,45 Md ETB, respectivement.

Kenya

Des signes de reprise économique

Avec une croissance de 10,1 % entre avril et juin 2021, le Kenya montre des signes de reprise économique : le PIB diminuait de 4,7 % entre avril et juin 2020 (et de 0,7 % entre janvier et mars 2021). Cette croissance notable (+ 9,4 points de pourcentage entre janvier et juin 2021) est portée par les secteurs manufacturiers, financiers, des transports et les secteurs hôteliers, et elle s'expliquerait avant tout par la levée des mesures de restrictions (confinement puis couvre-feu) : le secteur manufacturier a connu une croissance de 9,6 % (contre -4,7 % l'an dernier à la même période); les services financiers et activités d'assurance ont cru de 9,9 % (contre -4,4 %) et le secteur des transports de 16,9 % (contre -16,8 %). Toutefois, les secteurs de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche connaissent une récession de 0,9 % (contre une croissance de 4,9 % l'année dernière à la même période) et les agrégats macroéconomiques ne sont pas aux niveaux espérés : l'inflation est de 5,98 % sur la période d'intérêt (contre 5,31 % en raison des conditions météorologiques défavorables qui poussent le prix des produits agricoles à la

hausse), et le déficit de la balance courante s'est accru de 28,2 % par rapport à l'année dernière.

Madagascar

Adoption du projet de loi de finances initiale (PLFI) 2022 par l'Assemblée nationale

Déposé fin octobre au Parlement, le PLFI a été adopté par l'Assemblée nationale le 23 novembre. La loi prévoit une augmentation des recettes globales de 12,5 %. Les recettes fiscales devraient atteindre 11,7 % du PIB, contre 10,6 % en 2021 (soit une augmentation prévue de 15 %). Les recettes douanières augmenteraient quant à elles de 7,6 %. Le PLFI prévoit une hausse des dépenses de 30,9 %. Les premiers bénéficiaires sont le ministère de l'économie et des finances, devant celui de l'éducation nationale, les travaux publics et la santé publique. Le déficit budgétaire devrait atteindre 6,1 % du PIB. Ce déficit sera financé à 52 % par des financements extérieurs.

Maurice

Premier rapport du médiateur pour les services financiers

Le Bureau du médiateur pour les services financiers a publié son premier rapport d'activité qui couvre une période allant du 1^{er} mars 2019 au 30 juin 2021. Il a alors enregistré plus de 1 800 plaintes, dont 450 émises à l'encontre des banques et 1 350 à l'encontre des établissements non-bancaires (essentiellement des compagnies d'assurance). Cet organe de médiation, dont l'indépendance est garantie par la loi, participe à l'amélioration de la réputation de la place financière mauricienne. Les réclamations des clients des prestataires bancaires et non-bancaires étaient prises en charge jusqu'en 2019

par les services de la Banque de Maurice et de la Commission des services financiers.

📍 Ouganda

Les PME ougandaises sont invitées à souscrire à une assurance contre le terrorisme

La *Federation of Small and Medium Enterprise* (FSMEs) a demandé aux petites et moyennes entreprises (PME) de souscrire une assurance contre le terrorisme dans le contexte de la menace croissante d'attaques terroristes dans le pays, par suite des deux explosions qui ont eu lieu à Kampala la semaine dernière. J. Walugembe, le directeur général de la FSME, a déclaré que de telles attaques terroristes affectent l'économie, mettant en péril les affaires dans les endroits touchés. Alors que l'économie était sur la voie de la reprise après les impacts négatifs de Covid-19, ces attaques augmentent l'incertitude, la peur et la nervosité, ce qui fait fuir, selon J. Walugembe, les investisseurs potentiels ; ajoutant que cela est aggravé par les conseils de voyage restrictifs des gouvernements occidentaux. Plus de 2,5 millions d'ougandais sont employés par des PME, ce qui représente environ 90 % de l'ensemble du secteur privé.

Pétition adressée à Total par les personnes affectées par le projet EACOP

En Ouganda, les banques locales et internationales ont fait face à la pression de nombreuses ONGs contre le financement de l'East African Crude Oil Pipeline (EACOP), prévu pour être le plus long oléoduc chauffé au monde, traversant 10 districts en Ouganda, sur une distance de 296 kms. La semaine dernière, plus de 1 000 personnes affectées par le projet dans les districts de Kyotera et de Lwengo ont demandé à Total Energies E&P Ouganda d'intervenir pour répondre aux griefs concernant

les compensations découlant du processus d'acquisition des terres.

📍 Rwanda

Pas de brève cette semaine.

📍 Seychelles

L'agence Fitch réhausse à B+ la notation souveraine des Seychelles pour les emprunts en devises à long terme

Dans son dernier rapport de notation du 19 novembre, l'agence Fitch a réhaussé la notation souveraine des Seychelles pour les emprunts en devises à long terme de B à B+. Cette mesure est motivée par un rebond des indicateurs macroéconomiques du pays à la suite de la crise sanitaire, notamment des investissements dans le secteur touristique. Fitch prévoit une croissance de 6,0 % en 2021, qui s'accélérerait à 6,8 % en 2022. La dette publique baisserait de 77,3 % à 72,0 % du PIB en 2022. L'archipel continue de bénéficier d'indicateurs favorables en matière de gouvernance mais gagnerait à diversifier son économie.

📍 Somalie

Les partenaires financiers retiennent des fonds pour tenter de faire pression sur le processus électoral

Les États-Unis, la Norvège et le Royaume-Uni, principaux financeurs du processus électoral, ont adressé une lettre au Premier Ministre Hussein Roble, aux Présidents des 5 États fédérés ainsi qu'aux autorités en charge des élections pour

rappeler la nécessité de respecter le dernier calendrier électoral. Celui-ci prévoit de finaliser des élections de la Chambre basse du Parlement le 24 décembre. Par ailleurs, alors que le budget était déjà passé de 18,9 MUSD à 27,2 MUSD, une aide supplémentaire de 3,7 MUSD a été sollicitée par les organisateurs des élections pour couvrir les dépenses. Cette enveloppe sera allouée en deux étapes : une première partie sera conditionnée, entre autres, au fait que les élections « progressent de manière significative et crédible dans au moins trois des cinq États » tandis que la seconde sera accordée lorsque qu'au moins deux tiers des sièges auront été attribués dans toutes les circonscriptions.

🇸🇩 Soudan

Retour du Premier Ministre

Après les manifestations sanglantes du 17 novembre, qui auraient fait au moins une quinzaine de victimes, un accord a été trouvé ce 21 novembre entre la composante militaire et M. Abdallah Hamdouk, qui revient à son poste de Premier Ministre (PM). Cet accord comporte 14 articles portant sur la nouvelle gouvernance politique, mais aucun article ne traite de la politique économique. Un gouvernement, formé de technocrates, devrait être en principe constitué par le PM dans les deux semaines à venir. La communauté d'affaires espère que cet accord et ce nouveau gouvernement pourra préserver les avancées économiques et poursuivre le train des réformes. L'un des dossiers urgents des nouvelles autorités sera de régler la question des Ports de Port Soudan, dont la date de fermeture fixée par le comité suprême des Béjas au 3 décembre se rapproche. Enfin, les services Internet mobile, à l'exception des réseaux sociaux, ont été réactivés.

🇸🇩 Soudan du Sud

Le FMI souhaite que le gouvernement Sud-Soudanais rende compte de ses prêts passés

Selon le Fonds monétaire international (FMI), le soutien à l'économie, en grande difficulté, du Sud-Soudan dépend de la volonté du gouvernement de s'ouvrir à une enquête sur la responsabilité. Le gouvernement du président S. Kiir devra pour ce fait rendre compte des prêts obtenus, lutter contre la corruption toujours endémique, et améliorer la discipline financière et la transparence dans l'utilisation des ressources publiques, notamment les revenus du pétrole. La perspective de nouveaux décaissements du FMI repose, en partie, sur les rapports de l'auditeur général du pays, qui a été chargé d'enquêter sur la manière dont les fonds ont été récemment dépensés. Ces enquêtes font notamment suite à plusieurs décaissements récents accordés par le FMI au Sud-Soudan (53 MUSD en novembre 2020, 174 MUSD en mars 2021 et les 334 MUSD versés en août dernier). Cependant, les conclusions du rapport (septembre 2021) de l'auditeur général sur l'utilisation des fonds du RCF de novembre précisent que près de 38 % des 52,3 MUSD ont été utilisées de manière non-conforme aux principes d'application du mémorandum du RCF.

L'État d'Équatoria central du Soudan du Sud adopte un système financier électronique


Le 18 novembre, le ministre de l'Information de l'État d'Equatoria central, A. Severino, a déclaré que le conseil des ministres a délibéré sur l'adoption d'un système d'e-gouvernement pour l'État. Cette décision intervient après que les commerçants de Djouba ont exprimé leur mécontentement face à la multiplication des taxes imposées à leurs activités par les autorités

municipales de Djouba. Le système financier électronique introduit a pour but d'améliorer la transparence, la responsabilité et l'efficacité de la collecte des impôts afin de réduire et de prévenir la corruption. Selon A. Severino, ce passage du système analogique au numérique permettra au gouvernement de mesurer son efficacité dans la programmation et l'amélioration de son assiette fiscale. L'adoption de cette mesure, en particulier à Djouba, est un premier pas vers l'installation par la NRA (*National Revenue Authority*) du système fiscal numérique au sein de l'Autorité nationale des communications et des télécommunications.

Tanzanie

Les avocats de Tanzanie sur les marchés sud-africains après 10 ans d'atermoiements

Le 16 novembre 2021, l'Organisation nationale pour la protection des végétaux d'Afrique du Sud (NPPOZA) a décidé d'ouvrir son marché aux avocats produits en Tanzanie, après 10 ans d'atermoiements. Cette décision a été rendue possible grâce à la mise en place de pratiques de gestion des risques sanitaires par les producteurs tanzaniens, regroupés au sein de coopératives exportatrices. Selon le vice-ministre de l'Agriculture, Hussein Bashe, l'accès au marché sud-africain pour les avocats produits par les agriculteurs tanzaniens était une étape importante pour stimuler l'économie de ce secteur agricole. En 2019, la Tanzanie a exporté 9 000 tonnes d'avocats pour une valeur totale de 12 MUSD vers l'Europe, l'Afrique et l'Asie.



CONTACTS

Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda

Page pays : [Kenya](#) / [Somalie](#) / [Burundi](#) / [Rwanda](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN

jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr

En collaboration avec l'ambassade de France à Kigali : quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Seychelles](#) / [Maurice](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Frédéric CHOBLET

frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#) / [Djibouti](#) / [Erythrée](#)

Contact : Anne-Brigitte MASSON anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr

Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#) / [Soudan du Sud](#)

Contact : Suzanne KOUKOUÏ PRADA

suzanne.koukouiprada@dgtresor.gouv.fr

Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Annie BIRO

annie.biro@dgtresor.gouv.fr

Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Rafael SANTOS

Rafael.santos@dgtresor.gouv.fr

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service économique de Nairobi
(jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr).

Rédacteurs : SER de Nairobi et SE de l'AEOI.

Pour s'abonner :

Crédits photo :

sary.zoghely@dgtresor.gouv.fr

©DGTresor